

La crise exacerbe la polarisation des revenus entre pauvres, protégés, aisés et riches

Alexandre Mirlicourtois, Xerfi, 9 mars 2021

Voici une nouvelle illustration du fossé entre les données macroéconomiques et le terrain. D'un côté, pour l'Insee, le pouvoir d'achat moyen des ménages a parfaitement résisté en 2020 et de l'autre, 1 million de Français et de Françaises qui basculent dans le même temps dans la pauvreté, selon les associations caritatives et 51% qui déclarent avoir été dans le rouge au moins une fois dans l'année et 20% tous les mois selon l'enquête annuelle du comparateur banques Panorabanques. La moyenne cache une réalité : une partie de la population décroche.

Aucune de ces informations n'est fausse, mais une fois de plus la moyenne cache le paysage réel. Et dans ce cas, c'est celui de la polarisation des revenus. S'il n'existe pas de tableau de bord précis qui permettrait de suivre en direct la pauvreté, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA est un des indicateurs les plus fiables. À plus de 2 millions fin décembre 2020, il a augmenté de 7,5% sur un an alors qu'il était stable depuis plusieurs années. Or, avec un montant forfaitaire d'un peu moins de 565 euros pour une personne seule ou de 847 euros pour un couple sans enfant ou personne à charge, par exemple, les sommes perçues ne peuvent pas couvrir toutes les dépenses personnelles.

Cette montée de la précarité pour une partie de la population est la conséquence directe de l'impact de la crise sanitaire sur le marché du travail. Des ajustements sur l'emploi qui ont quasiment exclusivement porté sur les formes les plus précaires des contrats de travail, les contrats courts notamment. Le non-renouvellement de CDD de moins d'un mois notamment s'est traduit par une chute des recrutements de 38% en moyenne sur l'ensemble de l'année.

Le dispositif de chômage partiel, n'a en effet pas protégé, ou peu, les emplois qui arrivaient à échéance au cours du premier confinement, notamment dans les secteurs les plus mobilisateurs de ce type de contrat : arts, spectacles et activités récréatives, médias, commerce, hôtellerie et restauration.

La chute des revenus des autoentrepreneurs, des indépendants, tous ceux qui placés au chômage partiel n'ont perçu que 75% de leur rémunération sans compter les heures supplémentaires perdues et les parties variables comprimées... toute une partie des revenus d'activité ont dévissé l'année dernière.

Face à une partie de la population qui décroche, il y a aussi une autre partie qui s'accroche. Ce sont d'abord toutes les personnes dont les ressources financières sont essentiellement issues des revenus de transferts : c'est le cas notamment des 15 millions de retraités. Calées sur l'évolution de l'inflation, les revalorisations en 2020 ont permis de maintenir le pouvoir d'achat.

Autre partie de la population dont les revenus sont garantis, les agents de la fonction publique. La France compte un peu moins de 5,5 millions de personnes travaillant dans les trois versants de la fonction publique répartis entre 2,427 millions dans la fonction publique d'État, un peu moins de 2 millions dans la fonction publique territoriale et 1,168 million dans la fonction publique hospitalière. Comme pour les retraités, les revenus des agents publics sont assurés, leur pouvoir d'achat aussi. Aux agents travaillant directement dans la fonction publique s'ajoutent ensuite tous les personnels des entreprises ou organismes dont l'État où les collectivités territoriales sont l'actionnaire principal voire unique et qui, comme les fonctionnaires, ont leur emploi et leur rémunération assurés, crise ou pas crise : SNCF, RATP, La Poste, la Banque de France, etc.

Reste une autre partie de la population, beaucoup moins nombreuse, mais dont la masse des revenus pèse très lourd : il s'agit des CSP+ dont les revenus ont continué de s'élever normalement, ne serait-ce que parce que ce sont des professions où le télétravail est le plus généralisé. Pour une poignée, c'est-à-dire les détenteurs des plus gros patrimoines financiers, 2020 a même été un bon

cru. Les mécanismes sont connus : 1. les banques centrales ont tout fait pour limiter et écourter la casse sur les prix d'actif ; 2. les secteurs locomotives de la cote ont été boostés par la crise : les technos, la santé, le e-commerce ; 3. les détenteurs de fortune ont profité de la dégringolade des cours pour racheter les actions à bas prix, profitant ainsi de l'ascenseur de la remontée des cours par la suite.

En 2020, le surplus d'épargne est évalué à plus de 110 Md€, un surcroît d'épargne dont 70% se concentre sur 20% des plus fortunés d'après une note du Conseil d'analyse économique. Il ne s'agit donc pas d'un taux d'épargne record des Français, mais du taux record d'épargne des Français les plus aisés. C'est un vrai marqueur de la montée des inégalités.